



FIN DU COLONIALISME, RÉFÉRENDUM POUR L'INDÉPENDANCE!

48^e EUCOCO ATELIER POLITIQUE ET INFORMATION

Merci beaucoup aux 45 participants qui ont assisté à cet atelier politique. L'occupation du Sahara Occidental par le Maroc constitue l'une des violations les plus graves et les plus persistantes du droit international. Cette question a pourtant été systématiquement ignorée par la communauté internationale, éclipsée par les récits géopolitiques dominants. Dans l'esprit du conflit de Timor-Leste, nous devons nous rappeler du courage et de la solidarité du Portugal, qui, en tant que phare de la liberté, a ouvert la voie à l'autodétermination, faisant briller l'espoir d'un peuple en quête de justice. Au cours de notre atelier, nous avons réaffirmé que la question du Sahara Occidental n'est pas un conflit politique entre l'Algérie et le Maroc, mais une véritable question de décolonisation. Le Maroc mène une occupation illégale et le peuple sahraoui a le droit à l'autodétermination, un droit universel qui doit être respecté par tous les États membres de la communauté internationale. L'idée d'«autonomie» proposée par le Maroc, soutenue par des pays comme la France et l'Espagne, est incompatible avec le processus de décolonisation car elle prive le peuple sahraoui de la possibilité d'exprimer librement sa volonté. La seule solution légitime et durable est un référendum libre et équitable qui permette au peuple sahraoui de déterminer son propre destin. Dans la poursuite de cet objectif, nous devons alerter l'Union internationale des avocats et juristes. Nous avons également discuté du rôle du Conseil de sécurité de l'ONU dans la mission de la MINURSO. Le Conseil de sécurité a échoué à maintenir la paix et à garantir une solution sur l'affaire du Sahara Occidental. Une intervention plus décisive est urgente pour soutenir la tenue du référendum, défendre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et étendre le mandat pour inclure la surveillance des droits humains dans le territoire occupé. La mission MINURSO est la seule au monde à ne pas avoir de mandat de surveillance des droits humains. En outre, nous avons souligné l'importance de travailler en étroite collaboration avec les membres du Conseil de sécurité des Nations unies pour garantir le respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Cela nécessite une coordination diplomatique efficace et un engagement constant pour contrer la propagande marocaine.

La communication politique et l'utilisation des médias ont constitué une part importante de notre travail. Un obstacle majeur à la cause sahraouie est le silence médiatique concernant le Sahara Occidental et le peuple sahraoui, silence qui est en partie alimenté par la propagande du gouvernement marocain. Le Maroc a investi des ressources considérables pour construire un récit spécifique autour de la question du Sahara Occidental, un récit lié à une prétendue revendication historique sur le territoire. Ce récit a été explicitement rejeté par

la Cour internationale de justice en 1975 et réaffirmé par la Cour européenne de justice en 2016, 2018, 2021 et 2024, déclarant que le Sahara occidental est un territoire séparé et distinct du Maroc. Malgré cela, le Maroc continue de manipuler l'information et les médias, entravant le travail de l'ONU et des organismes internationaux tels que la Commission spéciale de décolonisation de l'AGNU (Quatrième Commission). À cet égard, il a été prouvé que le Maroc finance des pétitionnaires pour défendre sa cause et entraver le processus de décolonisation à la Quatrième Commission.

Pour contrer ces actions, une stratégie de sensibilisation des médias est nécessaire, qui devrait inclure l'engagement des médias traditionnels, tels que les journaux, les chaînes de télévision et les stations de radio locales et nationales, pour donner de la visibilité à la question du Sahara Occidental. Il est également crucial d'utiliser les médias sociaux pour atteindre un public plus jeune, avec des contenus multimédias tels que des vidéos et des infographies expliquant les causes du conflit du Sahara Occidental. En outre, il est essentiel de renforcer le réseau de solidarité avec le peuple sahraoui à la fois au niveau local et national, en impliquant les jeunes, les universités, les syndicats d'étudiants et les collectifs afin de créer un réseau de solidarité internationale qui brise le silence des médias et soutient activement la cause sahraouie. À cet égard, il est nécessaire de mentionner une initiative importante discutée au cours de l'atelier: la **Fédération internationale des journalistes et des professionnels des médias solidaires de la cause sahraouie**, créée lors de la première conférence internationale des médias qui s'est tenue les 2 et 3 mai 2024. Cette fédération vise à sensibiliser le monde à la cause sahraouie, à défendre les droits des journalistes sahraouis et à promouvoir une information exacte sur la lutte pour l'autodétermination du peuple sahraoui. La prochaine conférence aura lieu en mai 2025.

L'ONU est responsable de cette question depuis 60 ans, mais sa crédibilité et sa capacité à répondre aux exigences du respect du droit à l'autodétermination sont de plus en plus remises en question. Nous ne devons jamais oublier que les résolutions de l'ONU sont vraiment importantes et doivent être soutenues. Nous devons dénoncer les stratégies politiques et informationnelles du gouvernement marocain et nous appuyer sur les résolutions de l'AG de l'ONU, qui ont reconnu le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et le rôle du Front Polisario dans ce processus de décolonisation, comme la résolution de l'AG No. 34/37.

Il est également nécessaire de promouvoir des projets de solidarité et des initiatives culturelles. Le renforcement du réseau des communes solidaires et la promotion des jumelages entre les pays européens et les camps de réfugiés de Tindouf sont également essentiels. Nous encourageons les missions civiles dans le territoire occupé et dans les camps de réfugiés. En outre, des initiatives telles que la "*Marche pour la liberté*", organisée par Claude Mangin-Asfari, une marche symbolique qui traversera la France et l'Espagne pour sensibiliser l'opinion publique à la cause sahraouie et exiger la libération des prisonniers politiques sahraouis, sont des actions importantes qu'il faudra soutenir. Les initiatives culturelles, telles que les expositions, les festivals et les projets d'échange, sont des outils essentiels pour sensibiliser au conflit et impliquer directement les citoyens.

Nous avons également discuté de l'importance de la récente décision de la Cour européenne de justice (4 octobre 2024), qui a annulé les accords commerciaux entre l'Union européenne et le Maroc concernant le Sahara Occidental. Cependant, cette victoire juridique

doit être accompagnée par des actions concrètes. Il est nécessaire d'établir une liste des entreprises opérant illégalement dans les territoires occupés et de promouvoir des campagnes de pression et de boycott. Le boycott des produits provenant des territoires occupés se développe, plusieurs villes européennes ayant pris des mesures significatives comme l'interdiction d'importer des biens produits par les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens.

Il est également essentiel de collaborer avec le Parlement européen afin de faire pression pour mettre fin à l'exploitation illégale des ressources naturelles sahraouies, en veillant à ce que la Commission européenne et le Conseil de l'UE respectent les décisions de la Cour européenne de justice. Enfin, des sanctions directes contre le Maroc doivent être exigées pour son exploitation illégale des ressources du Sahara Occidental.

Par ailleurs, au cours de nos discussions, plusieurs interventions ont souligné la nécessité d'organiser une campagne pour dénoncer le Maroc en tant qu'organisateur de la Coupe du Monde de Football 2030 en collaboration avec l'Espagne et le Portugal. Notre objectif est de mettre la FIFA en difficulté.

En outre, nous avons souligné la nécessité de relier la question sahraouie à d'autres thèmes importants, tels que la course à l'énergie dans les régions du Sahel.

Conclusion

La question du Sahara Occidental est une question de justice et de décolonisation. Le silence international et la complicité de certains pays, comme la France et l'Espagne, ne peuvent être tolérés. Nous devons soutenir fermement le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et mobiliser tous les moyens disponibles pour sensibiliser l'opinion publique, contrer la propagande marocaine et assurer un véritable changement. Le peuple sahraoui compte sur nous: nous ne pouvons pas le laisser seul.